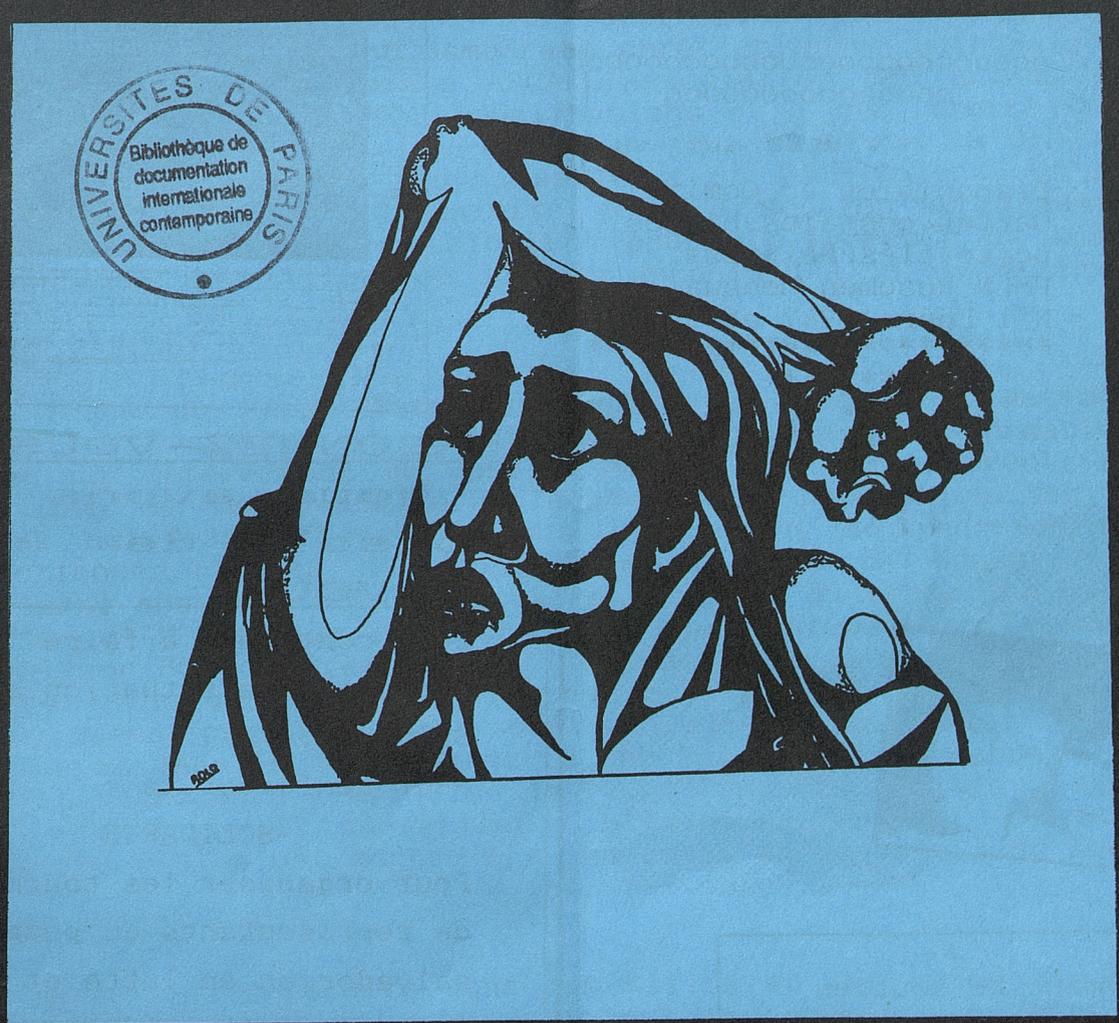


informations

10F.

El Salvador

DOCUMENT : UN COMMANDANT
DE LA REVOLUTION ANALYSE
-ACTUALITE ET PERSPECTIVES



PAYSANS : LES COOPERATIVES

MOUVEMENT DE MASSE ; L'ENRACINEMENT

Comité de Solidarité avec le Salvador : Tél/45-55-25-54
68 rue de Babylone 75007 Paris

N° 6
2ème Trimestre 1987

4° P. 10951

Imprimerie Spéciale

ATTENTION

Permanence du Comité: Les MARDIS SOIR (45-55-25-54)

Adresse: 68 rue de Babylone 75007 Paris (M^o St François Xavier)

Vous pouvez vous procurer

l'état actuel
de la guerre
et ses perspectives

au comité ou à
Radio Venceremos-
52 rue de Crimée
75019 PARIS

oooooooooooooooooooooooooooo
oooooooooooooooooooo
ooooo
o

Disponibles au Comité,
Cartes postales, badges,
porte-clés, Salpress,
FMLN Resumen Mensual
N°1 Enero 1987, etc...

*



Abonnement de soutien,
à partir de 100 Francs
5 numéros 50 Francs.

Nom :

Prénom :

Adresse :

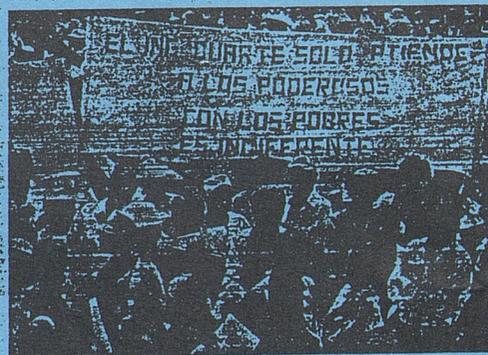
Somme versée :

Comité de solidarité avec le peuple
d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7^e

Abonnement seul

Soutien

L'ETAT ACTUEL DE LA GUERRE ET SES PERSPECTIVES



JOAQUIM VILLALOBOS
Membre du Commandement Général
du FMLN

ABONNEZ-VOUS !

Nous avons
besoin de
VOUS !

Pour continuer à faire
connaître la situation au
Salvador.

Pour renforcer la
SOLIDARTE.

Pour organiser les tournées
de représentants du peuple
salvadorien en lutte et
faire connaître les projets
des Comités de Solidarité
Pour être un lien entre les
Comités, rendre compte de
leurs activités.

ABONNEZ-VOUS,
SOUTENEZ-NOUS !

Joaquín Villalobos
Membre de la Direction du FMLN

LE CONFLIT: UNE IMPASSE?

UN CONFLIT DE PLUS EN PLUS COUTEUX

Les premiers mois de 1987 ont confirmé à nouveau la faible marge de manoeuvre dont disposent le Président Duarte et l'administration Reagan pour imposer leur solution au conflit salvadorien.

Contesté dès les premiers jours de l'année par un nouveau "Mouvement d'Action Nationale" d'extrême droite, exigeant son "immédiat renoncement", Duarte s'est vu remis en cause de plus en plus ouvertement par une oligarchie désireuse de prolonger la guerre mais sans en payer le coût.

Grève de 27 parlementaires sur 60, pressions sur l'armée pour qu'elle cesse d'appuyer le projet démocrate chrétien, grève patronale du 22 janvier, appels de la puissante ASCAFE, association des grands producteurs de café en faveur des dénationalisations et d'une liberté totale de la commercialisation, etc; il n'y a pas un jour sans que la droite et l'extrême droite ne clament leur impatience et leur volonté de revanche. La seule limite à leur agressivité est le soutien de l'administration Reagan à Duarte et, l'impossibilité pour l'oligarchie de survivre sans les centaines de millions de dollars annuels d'aide des Etats-Unis.

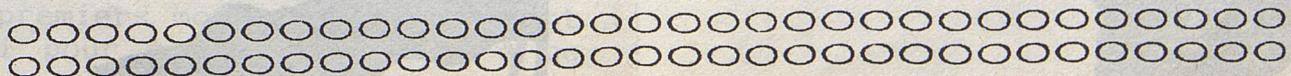
PRESENT PARTOUT...

La force du Front Farabundo Marti de Libération Nationale, malgré toutes les Cassandre et le silence de la presse internationale, reste le facteur déterminant du conflit. Malgré les bombardements, ratissages, opérations de terre brûlée, déplacements de populations et, malgré les troupes hélicoptères et tous les moyens de renseignement ultra-perfectionnés, l'armée n'a chassé le FMLN, ni de Guazapa, ni d'aucune autre zone sous contrôle. Le deuxième boycott du transport que le FMLN a déclaré le 21 janvier a selon le journal salvadorien "El mundo" réussi à paralyser 80% du trafic dans l'Occident du pays, 90% dans l'Orient et le Nord. Rien qu'en janvier, quatre localités de moyenne importance ont été occupées provisoirement par le Front; Osicala, Sesori, San Luis de la Reina et dans le département La Paz, San Antonio Masahuat.

Enfin la récente libération de 57 prisonniers politiques et syndicaux et le départ de 42 guerrilleros blessés, en échange de la libération du Colonel Avalos ont montré les capacités de négociations du FMLN.

CROITRE ET S'ENRACINER

Le mouvement populaire dans les villes et les campagnes continue de croître et s'enraciner (voir articles), de nouvelles organisations font parler d'elles; l'Union Nationale paysanne (UNC), la Coordination des travailleurs de l'Orient (CTO, qui a rassemblé plus de 10 000 manifestants à San Miguel), l'Union Nationale des Sinistrés (UNDS qui a réuni 50 délégués de comités pour sa première Assemblée générale du 18 janvier), la Coordination de la Femme (regroupant 200 femmes des secteurs syndicaux, humanitaires, religieux), etc... Duarte et sa créature, l'Union Nationale Ouvrier-Paysan (UNOC) ont fort à faire pour convaincre les travailleurs que les mesures d'austérité, le recrutement forcé, la prolongation du conflit méritent leur appui.



Joaquim Villalobos
Membre de la Direction du FMLN.

LE CONFLIT : UNE IMPASSE ?

Il est faux de penser que la guerre est dans une impasse. En termes conceptuels nous pouvons parler d'une phase d'équilibre stratégique dans la guerre populaire mais, il est faux de dire que la guerre est dans une "impasse". Le concept d'équilibre stratégique dans la guerre populaire a un autre sens. Il correspond au moment où les forces révolutionnaires sont sortent de la défensive stratégique et s'approchent de la possibilité d'une contre-offensive. Etant donné que les perspectives de victoire dans une guerre populaire résident dans la correcte et favorable conjugaison des facteurs militaires, politiques, sociaux et internationaux, nous pouvons affirmer que le FMLN connaît un processus d'accumulation de forces qui lui permettrait d'obtenir la victoire même si se produisait une intervention directe des Nord-américains.

Certaines des analyses connues de l'Etat Major sont extrêmement simplistes et révèlent une vision

stratégique très pauvre. Elles se contentent de décrire que maintenant l'armée compte plus de bataillons, plus d'hélicoptères, plus de pièces d'artillerie, des usines d'uniformes, une usine de conditionnement de repas, un très grand hopital militaire, et, même leur propre cimetière. Ils disent qu'ils peuvent aller où ils veulent, qu'ils peuvent secourir rapidement des troupes en situation difficile, qu'ils ont un service de guerre psychologique, un radio-émetteur, un organisme de presse et un centre d'entraînement pour leurs troupes. Ces idées font preuve d'une grande pauvreté stratégique en excluant les facteurs sociaux et politiques et ils tentent de développer et de rendre indiscutable la thèse suivante: "Nous avons une armée si grande, et les Etats-Unis nous aident tant que l'on ne peut nous vaincre".

Sans entrer dans les détails, nous pouvons signaler que la croissance de l'armée est une réponse au fait que la guerre





est devenue plus complexe, en raison des progrès du FMLN, et que cette croissance a ses limites dans la capacité même de l'Etat à assimiler l'aide. Dans ce sens, l'histoire des guerres populaires est riche d'enseignements.

C'EST L'INTEGRATION DE TOUT LE PEUPLE...

Souvenons nous que Somoza a commencé la guerre avec 7 mille hommes et l'a perdue avec 15 mille. Batista l'a commencée avec 30 000 et l'a perdue avec 70 000; les Nord-américains commencèrent l'intervention au Vietnam avec 3000 conseillers appuyant une armée de 125 000 hommes et perdirent la guerre alors qu'ils avaient un demi-million de soldats et le tiers de leur force aérienne appuyant une armée de 1,2 millions de Sud-Vietnamiens.

En aucun cas la guerre ne s'est définie en faveur des révolutionnaires parce que ceux-ci en étaient venus à compter sur des forces et des moyens matériels supérieurs à ceux du camp contre-révolutionnaire. Ce qui permit de définir la guerre en leur faveur fût qu'ils surent conjuguer intelligemment les moyens et ressources militaires qu'ils avaient avec la lutte politique et l'intégration de tout le peuple à la guerre. Dans cette stratégie le rôle des moyens militaires est relatif. Ce qui est important, c'est de compter sur une expérience et une capacité militaire solide et avec les instruments nécessaires pour rendre possible la participation de tout le peuple comme facteur décisif de la guerre. Hypothétiquement, on peut dire que moins de mille fusils entre les mains des révolutionnaires salvadoriens dans les premiers mois de 1980 auraient suffi pour gagner la guerre à ce

moment là. Le FMLN a l'expérience militaire et les moyens matériels suffisants pour, combinés avec une stratégie de guerre populaire vaincre une armée beaucoup plus grande que celle créée actuellement par les Nord-américains.

DISLOCATION DES FORCES ET EXPANSION TERRITORIALE

Dans une autre partie de l'analyse, nous avons signalé que les changements dans le plan stratégique du FMLN n'obéissent pas à une raison défensive, sinon à une nécessité offensive pour atteindre une étape plus avancée de la guerre populaire. Voyons synthétiquement, quelques uns des éléments du plan stratégique du FMLN pour montrer comment sa mise en oeuvre et son développement permettront de créer une situation insoutenable pour la Force Armée et l'amèneront à la déroute.

L'expansion de la guerre tend à inclure tout le territoire. Il ne s'agit pas d'une conception passive de déplacement ou de simple localisation des forces afin de distraire, harceler ou disperser l'armée. La dislocation actuelle des forces du FMLN est liée à un vaste plan d'organisation des masses et de création de contingents de miliciens et de guérilleros qui formeront de multiples directions d'attaques contre les zones vitales. Dans le processus de formation de cette force, les armes populaires, l'utilisation maximale des explosifs et la vaste expérience militaire du FMLN pour opérer avec n'importe quel moyen tactique, en accord avec le développement des forces locales jouent un rôle fondamental.

UN PROCESSUS ININTERROMPU ET ASCENDANT D'ACCUMULATION DE FORCES

En 1978, 1979, 1980, bénéficiant ou non de la légalité, et, dans la majorité des cas, sous une forme d'existence par la force du fait accompli, le niveau d'organisation des secteurs populaires engloba la majeure partie de la classe ouvrière, les paysans, les étudiants, les petits commerçants et certains secteurs de l'appareil d'Etat, y compris des domaines aussi stratégiques que celui de la production d'électricité. Tout ce développement organisationnel s'exprima avec force dans les moments les plus tendus des luttes populaires des années 1979 et 1980.

Les divers degrés de répression avec lesquels fut menée la tentative de détruire tout ce pouvoir organisationnel des classes travailleuses, prirent les caractéristiques d'un génocide de plus de 50 000 morts; plusieurs centaines de déplacés et d'exilés; des centaines de prisonniers et des milliers de disparus. Ce processus de lutte des années 1979 et 1980, fut étroitement lié au développement de la guerre populaire, ce qui signifia objectivement, un niveau supérieur dans le développement de la conscience politique du mouvement populaire.

LA LUTTE ARMEE

Lors des années antérieures, les luttes électorales exprimèrent des niveaux déterminés dans la conscience des travailleurs dans leur lutte pour une plate forme politique, mais, indiscutablement, dans la croissance et la pression du mouvement populaire en 1979 et 1980 et dans son lien avec le processus de guerre populaire, le fait que la lutte armée soit définie clairement comme la forme de lutte fondamentale, constitua, objectivement une étape supérieure dans la conscience politique du peuple.

Une fois ceci posé, surgit une des questions-clé qui permet de d'évaluer les possibilités historiques du mouvement révolutionnaire pour maintenir et définir le processus de la guerre en sa faveur. La question est: la répression qui s'est déchaînée lors de cette période de lutte populaire, a-t-elle été capable de désarticuler et d'écraser la base sociale du mouvement révolutionnaire, ainsi que de bloquer les niveaux d'organisation et de conscience de classe des travailleurs?

Pour y répondre, examinons de façon attentive la situation. Apparemment, suite à la répression une diminution de la lutte populaire s'est produite, mais, en même temps, il y a eu une généralisation de la lutte armée entraînant l'essor de la guerre révolutionnaire. Ceci amène à préciser qu'en réalité, il n'y a pas eu repli de la lutte de masse mais passage de celle-ci à des formes supérieures, résultat de l'affrontement entre le projet de génocide et réformisme des Nord-américains et des aspirations révolutionnaires du peuple.



La radicalisation de la lutte a amené de grands contingents de classes travailleuses à prendre les armes. C'est à dire que entre la montée de la lutte populaire en 1979 et 1980 et le progrès de la lutte révolutionnaire dans les années suivantes, il y a tout un processus d'intégration de larges secteurs à la lutte armée et ceci a constitué sans aucun doute un saut de qualité, fondamental pour maintenir active la situation révolutionnaire et le processus d'accumulation de forces.

ACCUMULATION DE FORCES

De tout ceci on peut conclure que l'apparent repli de la lutte populaire a constitué un passage vers des formes supérieures d'organisation et de conscience des masses et que sur le terrain concret des structures syndicales, sectorielles et revendicatives, ceci s'est traduit en une étape supérieure, avec de nouvelles conquêtes et de meilleurs niveaux d'organisation et de conscience des travailleurs.

(...)

Dans le cadre des progrès de la guerre populaire et des autres facteurs que nous avons signalés, la réalité objective nous montre que malgré 50 000 morts et toute la répression, les paysans, qui avaient construit des instruments organisationnels illégaux, sont parvenus à un moment supérieur de leur organisation avec l'apparition du mouvement coopératif et des organisations paysannes avec personnalité juridique. Les travailleurs de l'Etat, qui avaient mené des luttes significatives dans la conjoncture antérieure, ont fait reconnaître et ont renforcé



leurs niveaux d'organisation, malgré l'interdiction légale de leurs organisations et de leurs mobilisations. On peut dire la même chose des travailleurs des banques qui avant ont connu de sérieuses difficultés pour s'organiser.

UN MOMENT HISTORIQUE

Si nous jetons un coup d'oeil à la quantité d'instruments organisationnels et de secteurs organisés de la classe travailleuse en ce moment, nous nous rendons compte que nous sommes dans une étape supérieure à celle des années 1979 et 1980 et que loin d'avoir connu un recul, c'est une avancée qui s'est produit, même si les niveaux de mobilisation ne sont pas encore comparables à ceux de ces années là.

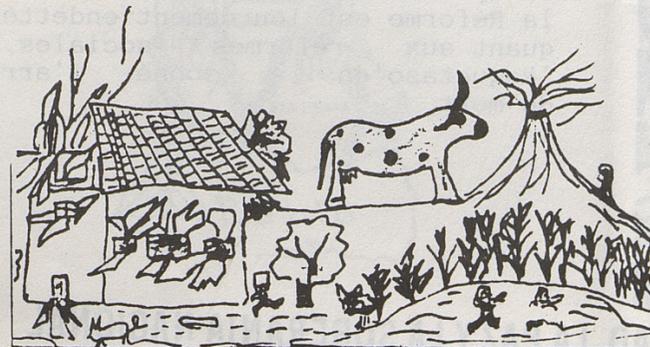
Il est censé de prévoir qu'à partir de l'existence d'un plus grand niveau d'organisation, de l'effet produit par les progrès de la guerre populaire dans la conscience politique des masses et de la profondeur de la crise économique qui a obligé le peuple à se mobiliser, il résultera une conjonc

ture de lutte sociale de dimension supérieure à celle des années antérieures.

Nous sommes sans aucun doute dans le moment historique de plus grande organisation des forces motrices de la révolution, englobant, la classe ouvrière, la paysannerie, les étudiants, les enseignants, les employés et les travailleurs de l'Etat, la banque, le commerce, les petits patrons et commerçants et les coopérativistes. Il existe un grand nombre d'organisations communales liées à l'amélioration du niveau de vie, d'organisations pour le respect des droits de l'Homme, organisation des prisonniers politiques, des habitants des zones conflictives, des déplacés, organisations chrétiennes, etc...

Le niveau d'organisation atteint par les secteurs populaires, prouve le développement de leur conscience politique. Si nous examinons ceci dans le cadre d'une intense et profonde guerre révolutionnaire et d'une crise économique évidente qui frappe les masses populaires, nous pouvons prévoir, de manière réaliste et sérieuse que la conduite des différentes forces sociales du peuple tendra, dans les prochaines années à s'aligner sur le mouvement révolutionnaire...

Extraits des pages 170-172, revue ECA (Estudios Centro-americanos).



El 1o. de mayo de 1985,

UNE UNITE HISTORIQUE

L'U.N.T.S. (Union Nationale des Travailleurs d'El Salvador) a célébré le 8 février 1987 son premier anniversaire.

Sa fondation en réaction au décret gouvernemental connu sous la nom de "Paquetazo", ensemble de mesures dites de réactivation économique constituait la réponse des organisations de travailleurs à une politique qui prétendait faire supporter à la population le financement du conflit armé. Ce paquet instituait une dévaluation de 100% de la monnaie (le colon) et entraînait les hausses de prix correspondantes des produits énergétiques (combustibles) et de tous les produits importés, en particulier les médicaments. En 'contrepartie' les salaires n'augmentaient que de 10 à 15%, ceci alors qu'ils étaient déjà gelés depuis environ quatre années.

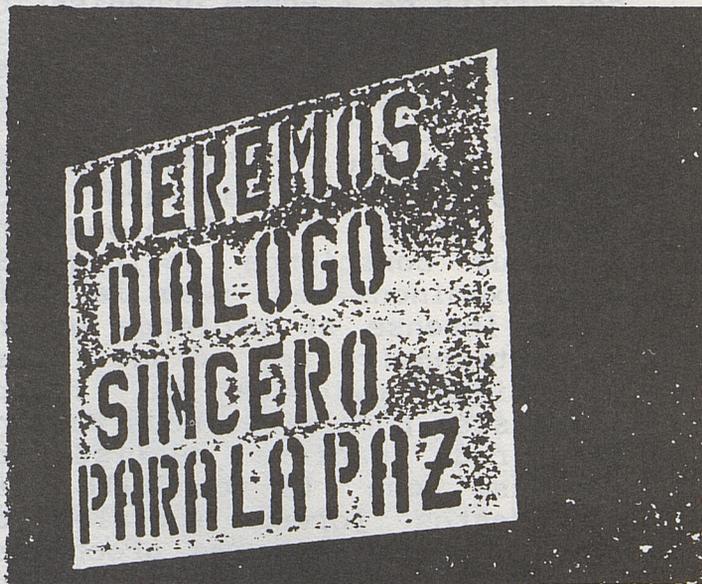
L'UNITE LA PLUS LARGE

Le 8 février 1986 une Assemblée générale de représentants des travailleurs fondait l'UNTS.

Composée au début de la C.S.T. (Coordination de Solidarité des travailleurs), du Comité 1er Mai, de la C.T.S (Centrale des Travailleurs Salvadoriens), de la Coordination des Associations Coopérativistes (COACES) et de l'U.P.D. (Union Populaire Démocratique),



elle subit dès sa naissance de fortes pressions de l'Agence pour le Développement du Syndicalisme Libre (U.S.A.I.D.) et de la Centrale Latino-américaine des Travailleurs (C.L.A.T.). L'U.P.D. fut en effet la principale base sociale de la Démocratie Chrétienne et de Duarte lors des élections qui ont conduit ce dernier à la présidence. Elle avait signé avec lui un 'Pacte Social' où, en échange du soutien populaire, la Démocratie Chrétienne s'engageait à poursuivre la réforme agraire et à mettre en oeuvre certaines réformes sociales.



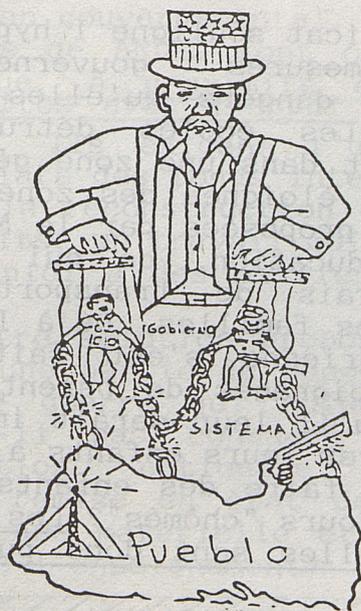
La Réforme Agraire connaît bien des déboires (voir article; les paysans des coopératives contre Duarte), le secteur coopératif créé lors des premiers pas de la Réforme est lourdement endetté; quant aux réformes sociales, le 'Paquetazo' en a sonné l'arrêt de mort.

**POR LA UNIDAD, LA SOLIDARIDAD, LA PAZ Y LA SOBERANIA NACIONAL
UNTS**

Voici l'appréciation portée par Proceso, bulletin hebdomadaire d'information édité par l'Université Centroaméricaine, jésuite:

"Non seulement elle (l'UNTS), regroupe un ensemble d'associations qui comptent pour le moins 300 000 affiliés, mais en plus ce regroupement est réellement pluraliste; en son sein on trouve aussi bien des mouvements qui sympathisaient avec les idées démocrate-chrétiennes et avaient été l'appui solide de la candidature de Duarte que des mouvements indépendants et d'autres, d'idéologie plus révolutionnaire. (...) Tous coïncidaient sur trois principes:

- non ingérence étrangère et oui à des solutions nationales
 - non à la guerre et oui à la négociation,
 - non pour faire peser sur les épaules des travailleurs le poids de la détérioration économique et oui à des plan économique en faveur des majorités populaires,
- tous pouvaient ainsi marcher ensemble .



Malheureusement, cette large unité de secteurs populaires si distincts n'a pu se maintenir. Le gouvernement impulsa rapidement la U.N.O.C. (Union Nationale Ouvriers-Paysans) comme contre-feu à l'U.N.T.S., reconnaissant de cette façon l'influence de cette dernière. Mais ce qui fut pire, certaines organisations de l'U.N.T.S. considérèrent qu'il valait mieux s'en séparer mais si cette séparation ne signifiait en aucun cas une rupture". (Proceso, n°274, 11/02/1987).

EFFRAYES

Il semble bien que ce soit la crainte d'une trop grande combativité des masses salvadoriennes qui ait motivée la rupture de certaines directions de l'U.P.D.; Ramon Aristides Mendoza, son Secrétaire Général le reconnaissait, déclarant, selon le quotidien Diario de Hoy (24/11/1986): "qu'au lieu de s'élargir, l'U.P.D. était en train de perdre ses bases".

En effet malgré l'état de siège, malgré les arrestations, les emprisonnements, les disparitions, les assassinats, les travailleurs n'ont cessé en 1986 de peser sur la situation politique et sociale d'EL Salvador. Manifestations, forums interviews, annonces payantes dans les journaux, grèves et arrêts de travail; il n'y a pas de jours sans que les diverses organisations de l'U.N.T.S. affirment leur présence.

En 1986 il y a eu 129 arrêts de travail, 23 grèves et 58 mouvements de protestations, qui, sous diverses formes ont impliquées plus de 400 000 personnes dans les secteurs publics et privés.

Le 17 janvier 1987, la participation de plusieurs dizaines de milliers de manifestants, malgré un cordon militaire qui bloquait les accès à San Salvador, refluant des dizaines de bus, est la preuve que l'U.N.T.S est bien vivante.

SYSTEME EDUCATIF ET TREMBLEMENT DE TERRE

Le bilan est lourd: 162 écoles détruites dans 7 communes différentes de la capitale San Salvador ce qui signifie, selon les calculs de ANDES, 218700 élèves et 4860 enseignants touchés par la destruction partielle ou totale de leur école. Des chiffres qui s'ajoutent aux centaines d'écoles fermées, aux presque 3000 enseignants sans emploi et aux 200 000 enfants privés de scolarisation du fait des carences structurelles de l'enseignement au Salvador.

MESURES DITES D'URGENCE.

Un programme d'aide internationale a été spécifiquement affecté par l'AID, la BID et le gouvernement suisse entre autres, à la reconstruction des bâtiments détruits, mais ces fonds sont bloqués depuis des mois par le gouvernement salvadorien. Argument du Ministère de l'Éducation: ce n'est pas lui, mais le "Comité pour la remise en état des services publics" qui gère les fonds! Et 5 mois après le cataclysme, les travaux de déblaiement des décombres n'ont toujours pas commencé.

En fait, Duarte et ses ministres ont officiellement refusé de reconstruire sur place les écoles détruites, laissant aux familles et aux communes le loisir (!!!) de fabriquer sur place des abris provisoires... à leur charge financière bien sûr.

Le programme gouvernemental prévoit quant à lui de transférer population scolaire et enseignants vers les 11 communes non touchées par le tremblement de terre. Ceci implique la réduction de la semaine scolaire à 3 jours

et l'augmentation des effectifs par classe, sans parler de l'amputation des programmes, de la mutation autoritaire des enseignants, voire de la mise au chômage de certains d'entre eux.



**FOR PEACE WITH JUSTICE
IN THE NEW YEAR**

Drawing by Felicitá Sánchez, 13, Salvadoran refugee studying in the ANDES Literacy Campaign

DE PIRE EN PIRE

Le syndicat souligne l'hypocrisie des mesures gouvernementales et les dangers qu'elles comportent. Les écoles détruites se trouvent dans une zone géographiquement éloignée des zones "d'accueil" proposées par le Ministère de l'Éducation, ce qui implique des frais de transport accrus pour les familles. Déjà la presse salvadorienne s'est fait l'écho de témoignages de parents affirmant qu'il leur serait impossible d'envoyer leurs enfants à l'école. Et que faire des enfants pendant les 3 jours "chômés"? Les mesures officielles sont donc pure démagogie.

25 AVRIL : LA MOBILISATION ANTI-GUERRE AUX USA

Des dizaines de milliers de personnes seront dans la rue à Washington et San Francisco le 25 avril dans une manifestation massive d'opposition à la guerre d'agression US en Amérique Centrale et au soutien du gouvernement Reagan à l'apartheid en Afrique du Sud. A Washington, la manifestation sera suivie le 26 avril par une journée de protestations religieuses et le 27 avril par des réunions avec des représentants du Congrès américain. Ces trois journées nationales de protestation, dans la foulée du scandale Iran-contra, sont seulement les signes les plus visibles de l'opposition populaire croissante à la politique de Reagan en Amérique Centrale.

CISPES, le Comité nord-américain de Solidarité avec le Peuple d'El Salvador (qui a aussi une section chez les américains vivant à Paris) participe activement à la préparation de la journée du 25 avril, ensemble avec les Comités Nicaragua et Guatemala.

L'élection de Napoleon Duarte a créé pour CISPES un problème spécifique. Grâce à l'aide des principaux journaux et chaînes de télévision, le gouvernement Reagan a réussi à présenter Duarte au peuple américain comme un président honnête, démocratiquement élu, décidé à terminer la guerre et à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

A cause de la façade Duarte, plusieurs représentants du Congrès US ne s'opposent plus à l'aide militaire à El Salvador comme il y a trois ans. Pour cette raison, un des principaux objectifs de CISPES c'est d'informer le public de la vraie nature du régime Duarte, et de la guerre aérienne criminelle contre les civils que les dollars des contribuables US lui ont permis de mener.

L'aide US au gouvernement

d'El Salvador a été approuvée sans beaucoup de discussion au Congrès. L'année dernière elle a atteint 433 millions de dollars, et pour l'année fiscale 1987 (qui a commencé en Octobre dernier), l'administration Reagan va envoyer au moins 417 millions de dollars à El Salvador ; le gouvernement US a demandé l'approbation du Congrès pour une somme additionnelle de 172,5 millions de dollars.

Pour l'année fiscale 1988, l'administration Reagan demande l'approbation du Congrès pour une aide économique et militaire de 444 millions de dollars pour le gouvernement Duarte.

En 1986, CISPES, ensemble avec autres groupes, a organisé une campagne pour l'arrêt des bombardements et a réussi à obtenir des débats publics sur les atteintes aux droits de l'homme à El Salvador. Des activités similaires, adressées au Congrès US, maintenant contrôlé par l'opposition (le Parti Démocrate) sont programmées pour cette année.

Outre l'indifférence des législateurs, CISPES doit aussi affronter des problèmes nouveaux et dangereux. Ses locaux, ainsi que ceux d'autres organisations qui luttent contre la politique US en Amérique Centrale, ont été atteints par une vague de vols et incendies mystérieux. Les militants de CISPES soupçonnent fortement que le gouvernement est secrètement lié à ces attaques, qui font parti de l'effort de l'administration Reagan pour supprimer le mouvement contre l'agression militaire US en Amérique Centrale.

La mobilisation du 25 avril rassemblera tous ceux qui perçoivent la connexion entre la complicité de Washington avec l'oppression raciste en Afrique du Sud et ses efforts pour supprimer le changement social en A. Centrale.

Nathaniel Harrison, CISPES de Paris

LES PAYSANS DES COOPERATIVES

Ce témoignage est extrait du livre, Chalatenango, un viaje por la guerrilla salvadoreña, publié en 1986 par le journaliste catalan

Iosu Perales

Au pied du volcan Izalco, département de Sonsonate, quarante paysans membres d'une pauvre coopérative, nous attendaient, à la porte de leurs cabanes aux murs de branches et toits de palmes, où il n'y a ni eau courante, ni électricité.

"Bénéficiaires" de la Réforme agraire inspirée par l'Alliance pour le Progrès-et décrétée par la Junte Civico-Militaire le 5 mars 1980-ils se trouvent maintenant dans la plus grande pauvreté, débiteurs de 30 000 colones auprès de la Banca de Fomento Agropecuario (Banque de Promotion pour l'Agriculture et l'Elevage) et menacés de voir leurs terres rendues à leur ancien propriétaire par un jugement sans appel de la Cour Suprême de Justice. Remplis d'amertume et d'indignation, ils maudissent Duarte et sont convaincus que la Réforme a été une tromperie manifeste. Ils ont décidé de faire face à l'expulsion et répètent encore et encore: "ils devront nous tuer ici même, nous ne partirons pas".

DES COOPERATIVES MENACEES

Dans les départements d'Ahuachapan et de La Libertad nous avons vu des coopératives dans une situation similaire. En réalité, la plupart des familles bénéficiaires de la Réforme Agraire (seulement 15% des familles paysannes en 6 ans), sont noyées par les dettes et les conditions onéreuses du crédit commercial, et assistent partagées entre l'impuissance et l'étonnement à

la restitution des terres aux anciens propriétaires. Soumis à l'économie de guerre le gouvernement a abandonné à leur sort les paysans bénéficiaires, les laissant à la merci du capital bancaire et des pressions des grands propriétaires fonciers qui, avec la complicité de l'appareil judiciaire, récupèrent leurs terres.

UN DESTIN COLLECTIF

C'est pourquoi on voit maintenant dans les rues de San Salvador, des milliers de paysans, anciennes bases de la Démocratie Chrétienne, converger avec d'autres milliers de paysans qui s'organisent dans des coopératives non gouvernementales d'inspiration collectiviste.

A La Libertad, près de la plage de San Diego, trente cinq familles ont formé une coopérative non-gouvernementale. Un an de travail leur a déjà apporté beaucoup de joies et surtout une ambiance de solidarité. Sous le toit de ce qui sera bientôt un grand poulailler, ils se sont réunis pour nous recevoir.

"Quand nous sommes venus à cet endroit, personne ne savait rien du coopérativisme. Aidés par la FUNPRO-COOP (Fondation pour la Promotion de Coopératives non gouvernementales), nous avons appris le collectivisme et cela a été une grande découverte. Nous nous sommes rendus compte que notre destin était le même et que nous pouvions posséder les choses en commun. Maintenant nous vivons les mêmes problèmes

